



Résolution politique du Conseil National des 25 et 26 juin

Le Front de Gauche a maintenant un candidat pour la présidentielle en la personne de Jean-Luc Mélenchon. Cette décision, entérinée par un vote clair des adhérents communistes, est un fait politique majeur pour l'ensemble de la gauche. Elle ouvre une nouvelle dynamique politique totalement inédite. Après les précédentes échéances électorales : européennes, régionales puis cantonales en avril dernier, le Front de Gauche a émergé comme la deuxième force politique à gauche dans notre pays. Il doit maintenant aller plus loin. C'est l'objet de la bataille qui commence.

Il peut désormais se lancer dans la campagne présidentielle et législative fort de tous ses atouts, un candidat à la présidentielle, des candidatures communes aux législatives et un programme populaire partagé. Pour cette nouvelle étape, le Parti de Gauche se réjouit de l'arrivée dans le Front de Gauche de la FASE, de Convergence et Alternatives et de République et Socialisme, montrant ainsi que l'objectif d'élargissement correspond à une réalité. Nous formons aussi le vœu que cet élargissement puisse s'étendre à d'autres partenaires avec lesquels nous avons déjà mené des campagnes communes dans le cadre du Front de Gauche, que ce soit le NPA, les Alternatifs, le PCOF, le M'PEP. Car le Front de Gauche est bel et bien la seule force à gauche à incarner l'unité. Il est présent dans les luttes environnementales, démocratiques et sociales. Il est aussi le seul à porter haut et clair, à Paris comme à Bruxelles, le refus des politiques libérales imposées par les gouvernements, la commission européenne, la BCE et le FMI.

Les politiques d'austérité menées dans toute l'Europe, tant par des gouvernements de droite que par des gouvernements sociaux-démocrates, provoquent un rejet politique qui au niveau électoral s'exprime par l'abstention (50 % en Grèce lors des dernières élections, 40% au Portugal ...) et par la montée de courants xénophobes. Ces derniers débordent le contours des forces d'extrême droite pour s'étendre aux partis de la droite traditionnelle. Dans ce contexte, les forces porteuses de la radicalité et du refus des politiques d'austérité ont du mal à apparaître comme une alternative politique crédible. Il en est ainsi de Synaspismos en Grèce, Die Linke en Allemagne, le Bloco de Esquerda au Portugal ou Izquierda Unida en Espagne. Leurs résultats électoraux lors des dernières consultations en pleine crise économique et sociale ne sont pas à la hauteur du besoin de changement. C'est un défi qui se présente aussi à nous alors que la crise européenne connaît un rebondissement inouï.

C'est en s'appuyant sur une majorité social-démocrate que le premier ministre socialiste Georges Papandréou a fait adopter par le parlement grec un nouveau plan d'austérité qui approfondira la crise sociale et économique. Les objectifs budgétaires imposés par les institutions européennes et le FMI, qui prévoient des économies de 28,4 milliards d'euros et des privatisations de 50 milliards en moins de 4 ans, impliquent une nouvelle augmentation des impôts, de la TVA, la réduction des pensions de retraites, de certaines allocations sociales, des salaires et du nombre de fonctionnaires. Parallèlement tout le secteur public (ports, secteur électrique, télécommunications etc.) doit être bradé sous la férule d'un fonds sous contrôle international.

Tout est à vendre ! En plus de la récession et de la pauvreté, l'Europe et le FMI imposent la mise sous tutelle étrangère du peuple grec. Aucun peuple ne peut accepter une telle humiliation. A l'image du peuple espagnol, occupant les places avec le mouvement des « Indignés » qui clament leur colère contre la classe politique traditionnelle, le peuple grec se mobilise massivement pour refuser ces politiques. Il ne cédera pas.

En Grèce comme en France, ce sont les peuples qui vont payer alors que ce sont les banques et les politiques fiscales en faveur des plus riches qui sont responsables de la crise. Dans ce cadre, une Europe autoritaire s'installe peu à peu et met les budgets nationaux sous contrôle. Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, elle refuse de faire payer les banques privées. Sarkozy n'est que le fondé de pouvoir des trois banques françaises, BNP, Société Générale et Crédit Agricole qui détiennent près de 20% de la dette grecque et qui sont directement intéressées à ce que ce soit le peuple qui paie et non elles. Au lieu de reconnaître l'illégitimité de la dette grecque et la nécessité d'accompagner sa restructuration en modifiant les missions de la Banque Centrale Européenne, Nicolas Sarkozy comme Angela Merkel alimentent les tensions entre nations d'Europe à travers la petite musique qui assimile les peuples du Sud de l'Europe à la paresse et à la triche.

La politique européenne de Sarkozy, en aggravant la crise, ne met pas la France à l'abri d'une attaque spéculative, au contraire. Or les programmes de la droite, ou ceux du PS ou d'EELV qui refusent de rompre avec les dogmes libéraux, n'apportent pas de réponse à cette situation. Les protestations du PS et d'EELV contre le « pacte euro plus » sont une bonne nouvelle venant de partisans du Traité de Lisbonne. Mais il faut à présent qu'ils aillent au bout de cette logique car le cadre fixé par le traité interdit la moindre politique écologique et de gauche. Or la droite a engagé une nouvelle bataille contre les pauvres en stigmatisant les allocataires du RSA, les immigrés et les fraudes aux allocations sociales, en se gardant bien de mettre en cause les fraudes des entreprises, notamment en terme de travail dissimulé et les fraudes fiscales qui sont au moins trois fois plus importantes. Leur mépris des pauvres va jusqu'à fermer les centres d'hébergement d'urgence et rejeter à la rue des milliers de SDF, y compris des femmes et des enfants en bas âge. Jamais un gouvernement n'avait fait preuve d'un tel cynisme depuis très longtemps.

Le chômage de longue durée et la précarité augmentent. Jamais la répartition des richesses n'a été à ce point inégalitaire. Pour autant, ces politiques antisociales n'arrêtent pas les luttes des salariés, à l'image des employés de Carrefour qui luttent pour leur salaire et leurs conditions de travail, ou du collectif « pas de bébé à la consigne » qui se bat pour la défense des services publics. Sans oublier les salariées femmes d'ED qui en sont à leur vingtième dimanche de grève contre l'exploitation, ni les salariés des groupes PSA à Aulnay-sous-Bois et Sevelnord à Valenciennes qui seront en grève le 7 juillet. Non la résignation n'est pas le seul horizon. Les revendications d'augmentation massive des salaires et de relocalisation de l'emploi sont de nouveau à l'ordre du jour.

Dans le même temps, la très officielle Agence internationale de l'énergie vient de publier des chiffres catastrophiques sur les émissions de gaz à effet de serre avec un nouveau record en 2010. Pourtant la droite s'obstine à autoriser l'extraction des gaz et huiles de schiste et à refuser tout débat démocratique sur la politique énergétique de la France dont la sortie du nucléaire. Et ce, pour favoriser une fois de plus les intérêts de ses amis du CAC 40 !

Dans ce contexte, la responsabilité du Front de Gauche est immense car il est un gage de force et de stabilité dans une période de crise. Il est le seul à pouvoir redonner de l'espoir aux couches populaires qui se sont réfugiées dans l'abstention par perte de confiance dans le Parti Socialiste qui apparaît très éloigné des préoccupations quotidiennes des citoyens.

Le Parti de Gauche va donc mettre toutes ses forces pour développer dans tous les lieux du territoire national l'implication populaire par des assemblées citoyennes du Front de Gauche, des fronts thématiques, des fronts professionnels. Partout doit primer l'imagination et l'audace pour que le Front de Gauche entraîne avec lui toutes celles et tous ceux, citoyens, syndicalistes, féministes, militants associatifs, écologistes, habitants des quartiers populaires qui rejettent ce gouvernement et qui veulent une autre voie à gauche, une alternative sociale, écologique et républicaine.

Le meeting du 29 juin à Paris avec notre candidat du Front de Gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, en sera le premier moment.

Les 26 et 27 août se tiendra le Remue-Méninges à gauche à Grenoble, moment de bouillonnement politique collectif tourné vers l'extérieur, co-organisé avec les autres composantes du Front de Gauche et qui permettra d'aborder des questions que nous avons peu l'occasion de traiter en cours d'année.

Enfin les 16-17 et 18 septembre la fête de l'Humanité sera un nouveau moment d'expression du Front de gauche. Ce sera la parution du programme partagé un an après le lancement des forums qui ont permis sa rédaction. Ce programme sera alors mis au débat dans toute la France notamment au travers d'ateliers législatifs ayant pour vocation de rédiger des propositions de loi portées par le Front de Gauche.

Il existe maintenant à gauche une alternative unitaire et conquérante face à Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen. Un autre vote à gauche est donc possible, celui pour une révolution citoyenne pacifique et démocratique qui mette fin au règne de l'oligarchie en France.